



*Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD*

Au soir du résultat des élections européennes le président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale alors que les représentants de l'extrême-droite rassemblaient près de 40 % des suffrages exprimés. Cette décision est irresponsable comme nous venons de nouveau de le constater avec les résultats du premier tour des législatives où le Rassemblement National est autour de 33%.

Le programme du RN pour l'éducation prévoit un examen d'entrée en sixième, la fin du collège unique, le port de l'uniforme, le pouvoir de contrôle et de sanction accru des corps d'inspection, une gouvernance du système éducatif fondée sur le contrôle très stricts des enseignants et des enseignantes, l'imposition de manuels et de programmes très restrictifs. Elle ne condamne jamais l'insuffisance de moyens, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail. L'accent serait mis sur le tout répressif et la vidéoprotection pas sur l'éducation et les moyens d'enseignements.

L'extrême-droite est un danger pour l'école publique, pour nos élèves et leurs familles, pour nos collègues et la démocratie. Elle prône des politiques fondées sur la discrimination de genre, de race et d'orientation sexuelle. Au pouvoir, elle pourrait interdire le droit de grève dans les services essentiels et interdire les syndicats qui s'opposeraient à sa politique comme tente de le faire Javier Milei en Argentine.

Au contraire de ce que porte l'extrême-droite pour l'école, nous rappelons notre attachement au projet scolaire de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire. Nos revendications pour l'école, ses personnels, ses élèves et pour la société, ont une boussole : faire grandir et réussir ensemble tous les élèves, permettre leur émancipation, avec des personnels respectés et reconnus.

Les revendications de la FSU se retrouvent ni le programme du RN ni dans celui de la majorité présidentielle : plan d'urgence pour l'éducation, réduction des effectifs à 19, fin du choc des savoirs, fin de Parcoursup, accès de toutes et tous au collège et au lycée, gratuité des fournitures, des transports et de la cantine, inclusion de toutes et tous avec des AESH mieux payées et formées, remplacement des professeurs absents et création des places dans l'enseignement supérieur.

La FSU appelle donc à faire obstacle à l'extrême droite à ces élections et appelle les électrices et électeurs à voter pour la candidature la mieux placée après le premier tour, là où les partis auront maintenu plusieurs candidat-e-s face au RN. En intersyndicale, la FSU souligne l'importance de construire rapidement, au-delà du moment électoral et de l'urgence à battre l'extrême droite et ses alliés dans les urnes, une perspective politique à même de répondre aux attentes sociales et aux revendications des organisations syndicales. L'enjeu est de défaire le Rassemblement national et porter une alternative sociale pour redonner de l'espoir aux Françaises et aux Français.